

-
-
-
-
-

[CRISE SOCIALE](#)

9.3.2019 // Les Crises

La bourse, les banques et les citoyens en colère. Par Nomi Prins

 [inégalités sociales](#), [USA](#)

1

Aa



Source : [Consortium News](#), [Nomi Prins](#), 31-12-2018

31 décembre 2018

La « reprise » économique de l'après-grande crise de 2008 a été largement réservée aux acteurs des marchés financiers, et non à la majorité de ceux qui travaillent de longues heures et occupent plusieurs emplois, écrit Nomi Prins.

L'inégalité s'aggrave dans le monde.

À l'aube de 2019, une question importante demeure au sujet de l'état de l'économie réelle (*Main Street*), non seulement aux États-Unis, mais dans le monde entier. Si l'économie mondiale est vraiment en plein essor, comme le prétendent de nombreux politiciens, pourquoi les dirigeants et leurs partis dans le monde entier continuent-ils de se faire éjecter du pouvoir d'une manière aussi radicale?

Une réponse évidente : la « reprise » économique de l'après-crise de 2008 a été largement réservée à la minorité qui a pu participer à la hausse des marchés financiers de ces années-là, et non à la majorité des travailleurs, qui ont continué à travailler de longues heures, occupant parfois plusieurs emplois, pour rester à flot. En d'autres termes, « la période faste » a laissé de côté un grand nombre de gens, comme ceux qui luttent pour mettre de côté [quelques centaines de dollars](#) sur leur compte bancaire en cas d'urgence ou les [80%](#) des travailleurs américains qui vivent tout juste de leur salaire et peinent à finir le mois.

Dans l'économie mondialisée actuelle, la sécurité financière est de plus en plus l'apanage des 1 % les plus riches. Il n'est donc pas surprenant qu'au cours de la dernière décennie, le sentiment d'instabilité économique n'ait cessé de croître et que de ce fait l'angoisse ait laissé place à la colère, transition qui – des États-Unis aux Philippines, de la Hongrie au Brésil, de la Pologne au Mexique – a provoqué une pléthore de bouleversements dans l'électorat. C'est ainsi qu'est apparu un mélange explosif, à l'image de celui des années 30, de nationalisme croissant et d'une tendance au « c'est la faute des autres » – qu'il s'agisse des immigrants, de groupes religieux, d'autres pays ou du reste du monde.

Ce phénomène offrit à une série de personnages trumpiens, dont bien sûr le grand Donald lui-même, une ouverture pour surfer sur la vague « populiste » pour atteindre les sommets du système politique. Qu'aucun d'entre eux, par leurs antécédents et leur bilan – qu'il s'agisse de Donald Trump, Viktor Orbán, Rodrigo Duterte ou Jair Bolsonaro (entre autres) – ne reflète les préoccupations quotidiennes des « gens ordinaires », comme le veut [la définition classique](#) du populisme, importait peu. Même un milliardaire pouvait, comme on l'a vu par la suite, exploiter efficacement l'insécurité économique et s'en servir pour accéder au pouvoir suprême.



Président Donald Trump. (Photo : Gage Skidmore/Flickr)

De manière ironique, comme l'a démontré cet américain passé maître dans l'art de susciter la peur chez les apprentis [Référence à *The Apprentice* qui est une émission de télé-réalité apparue aux États-Unis sur le réseau NBC. Au centre de l'émission se trouve une célébrité du monde des affaires (dans la première version américaine, Donald Trump, devenu ensuite le 45^e président des États-Unis), NdT] partout dans le monde, assumer la plus haute fonction du pays consistait simplement à entamer un processus visant à créer encore plus de peur et d'insécurité. Les guerres commerciales de Trump, par exemple, ont généralement suscité une [anxiété](#) et une méfiance accrue dans le monde à l'égard des États-Unis, entravant la capacité des chefs [d'entreprise](#) et des [américains moyens](#) à planifier leur avenir. Pendant ce temps, juste sous la surface de la prétendue embellie économique, [les dégâts](#) sur le long terme ne faisaient que s'intensifier. En d'autres termes, les bases de ce qui pourrait être une transformation effrayante ont déjà été jetées, tant à l'échelle nationale que mondiale.

Cette bonne vieille crise financière

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, prenons du recul. Il y a à peine dix ans, le monde a connu une véritable crise financière mondiale, un effondrement de premier ordre. La croissance économique a pris fin ; les économies en déclin ont menacé de s'effondrer ; d'innombrables emplois ont été supprimés ; des maisons ont été saisies et des vies détruites. Pour les gens ordinaires, l'accès au crédit a soudain disparu. Pas étonnant que les craintes aient alors augmenté et que pour beaucoup les lendemains meilleurs aient cessé d'exister.

Les détails expliquant les causes de la crise de 2008 ont depuis lors été passés sous silence, grâce au passage du temps et au « récit officiel » sur les événements. En septembre dernier,

à l'occasion du dixième anniversaire de l'effondrement de la société de services financiers Lehman Brothers, les principales chaînes d'information économique se sont demandé si le monde ne risquait pas d'être confronté à une autre crise du même genre. Cependant, la couverture médiatique de ces craintes, comme de tant d'autres sujets, a rapidement été écartée pour accorder encore plus d'attention aux derniers tweets, plaintes, insultes et mensonges de Donald Trump. Pourquoi ? Parce qu'une telle crise (en 2008, vous pensez!) était totalement démodée en 2018 où, [disait-on](#), nous jouissions d'une envolée économique de première et allions vers la période haussière [la plus longue](#) de l'histoire de Wall Street. Et c'est comme ça qu'entre boom boursier et morosité, c'est le boom qui a gagné haut-la-main. Et pourtant, cela n'a rien changé du tout : la plupart des gens se sentent encore [laissés pour compte](#) aux États-Unis comme dans le reste du monde. Grâce à l'accumulation massive de richesses par une minorité, les 1% les plus adroits à manipuler le système, les racines d'une crise qui ne s'est pas terminée avec la fin de la grande crise de 2008 se sont étendues à toute la planète, tandis que la ligne de démarcation entre les démunis et les nantis ne faisait que se renforcer et s'élargir.



Passagers accablés, métro de New-York, 2014 (Corinna Barnard)

Bien que les médias n'aient pas accordé beaucoup d'attention à l'inégalité qui en a résulté, les statistiques (quand on les voit) sur cet écart de richesse qui ne cesse de se creuser donnent le vertige. Selon Inequality.org, par exemple, ceux qui possédaient au moins 30 millions de dollars de richesse à l'échelle mondiale ont connu le taux de croissance le plus rapide de tous les groupes entre 2016 et 2017. La taille de ce club a augmenté de plus de 25 % au cours de ces années-là, pour atteindre 174 800 membres. Ou si vous voulez vraiment comprendre ce

qui s'est passé, considérez qu'entre 2009 et 2017, le nombre de milliardaires dont la richesse cumulée était supérieure à celle des 50 % les plus pauvres du monde est passé de [380](#) à seulement [huit](#). Et d'ailleurs, malgré les affirmations du président selon lesquelles tous les autres pays profitent de leur faiblesse, les États-Unis sont en tête quand il s'agit de la croissance des inégalités. Comme [le note](#) Inequality.org, « la part de la richesse nationale et des revenus bénéficiant aux 1% les plus riches s'accroît plus rapidement que dans tout autre pays au monde ».

Cela est dû, en partie, à une institution à laquelle beaucoup aux États-Unis accordent habituellement peu d'attention : la banque centrale américaine, la Réserve fédérale. Elle a contribué à l'accroissement des disparités de richesse à l'échelle nationale et mondiale en adoptant une politique monétaire d'après-crise dans le cadre de laquelle de l'argent fabriqué électroniquement (par le biais d'un programme appelé assouplissement quantitatif) a été offert aux banques et aux entreprises à des taux nettement plus bas qu'aux Américains ordinaires. Cet argent, injecté dans les marchés financiers, a fait monter en flèche les cours boursiers, ce qui a naturellement fait exploser la richesse du petit pourcentage de la population qui possédait effectivement des actions. [Selon](#) l'économiste Stephen Roach, à propos de l'enquête de la Fed sur les finances des consommateurs, « il n'est guère exagéré de conclure que [l'assouplissement quantitatif] a exacerbé les disparités de revenus, déjà importantes aux États-Unis ».

Wall Street, les banques centrales et les gens ordinaires

Ce qui s'est passé depuis dans le monde entier semble tout droit sorti des années 30. À l'époque, alors que le monde émergeait de la Grande crise, le sentiment de sécurité économique généralisée a mis du temps à revenir. Au lieu de cela, le fascisme et d'autres formes de nationalisme ont pris de l'ampleur à mesure que les gens, comme d'habitude, attaquaient la caste des politiciens traditionnels, les autres pays, ou se disputaient entre eux. (Si cela vous semble un peu « trumpien », c'est normal.)

Après 2008, les gens ont été témoins des [milliards](#) de dollars investis dans le sauvetage des banques et autres subventions financières, non seulement par les gouvernements, mais aussi par les grandes banques centrales du monde entier. Théoriquement, les banques privées, par conséquent, auraient plus d'argent et paieraient moins d'intérêts pour l'obtenir. Ils prêteraient ensuite cet argent à l'économie réelle à un meilleur taux. Les entreprises, grandes et petites, puiseraient dans ces fonds et, à leur tour, produiraient une véritable croissance économique grâce à l'expansion, à des embauches massives et à des hausses des salaires. Les gens auraient alors plus d'argent dans leurs poches et, se sentant plus en sécurité financièrement, dépenseraient cet argent pour propulser l'économie vers de nouveaux sommets – et tout, bien sûr, irait alors pour le mieux.

Ce conte de fées a été vendu dans le monde entier. En fait, l'argent bon marché a également poussé la dette à des niveaux historiques et le cours des actions des banques et de nombreuses autres entreprises cotées en bourse ont atteint des sommets.

Toutefois, même aux États-Unis, où une magnifique reprise était censée être en place depuis des années, la croissance économique réelle ne s'est tout simplement pas concrétisée aux niveaux promis. Avec [2 % par an](#), la croissance moyenne du produit intérieur brut américain au cours de la dernière décennie, par exemple, a été deux fois plus faible que la moyenne de 4 % enregistrée avant la crise de 2008. Des chiffres similaires ont été constatés dans les pays développés et dans la plupart des marchés émergents. Entre-temps, la dette mondiale totale a atteint [247 mille milliards de dollars](#) au premier trimestre 2018. Comme l'a constaté l'[Institut des finances internationales](#), les pays empruntaient, en moyenne, environ trois dollars pour chaque dollar de biens ou de services créés.

Conséquences mondiales

Ce que la Fed (ainsi que les banques centrales, de l'Europe au Japon) a déclenché, en fait, c'est une hausse disproportionnée des marchés boursiers et obligataires avec l'argent qu'ils ont créé. Ce capital recherchait des rendements plus élevés et plus rapides que ceux qui pouvaient être obtenus dans des projets cruciaux d'infrastructures ou de soutien à la société : construction de routes, de chemins de fer à grande vitesse, d'hôpitaux ou d'écoles par exemple.

Ce qui a suivi était tout sauf juste. Comme le faisait [remarquer](#) l'ancienne présidente de la réserve fédérale, Janet Yellen, il y a quatre ans : « Ce n'est un secret pour personne que les dernières décennies d'inégalité grandissante peuvent se résumer à des gains de revenu et de richesse significatifs pour ceux qui sont au sommet et à un niveau de vie stagnant pour la majorité ». Et, bien sûr, continuer à verser de l'argent aux plus hauts niveaux du système bancaire privé était tout sauf une formule pour faire marche arrière.



(Nick Youngson pour Alpha Stock Images)

Au lieu de cela, le déclassement s'accroissant, un sentiment de négation des droits de décision et d'amertume à l'égard des gouvernements existants s'amplifiait . Aux États-Unis, cela s'est traduit par l'élection de Donald Trump. Au Royaume-Uni, le même mécontentement s'est reflété dans le vote en faveur du Brexit en juin 2016, pour sortir de l'Union européenne. Ceux qui se sentaient écrasés économiquement ont ainsi pu clairement, par ce vote, [infliger une gifle](#) à la fois à leurs institutions nationales et aux dirigeants européens.

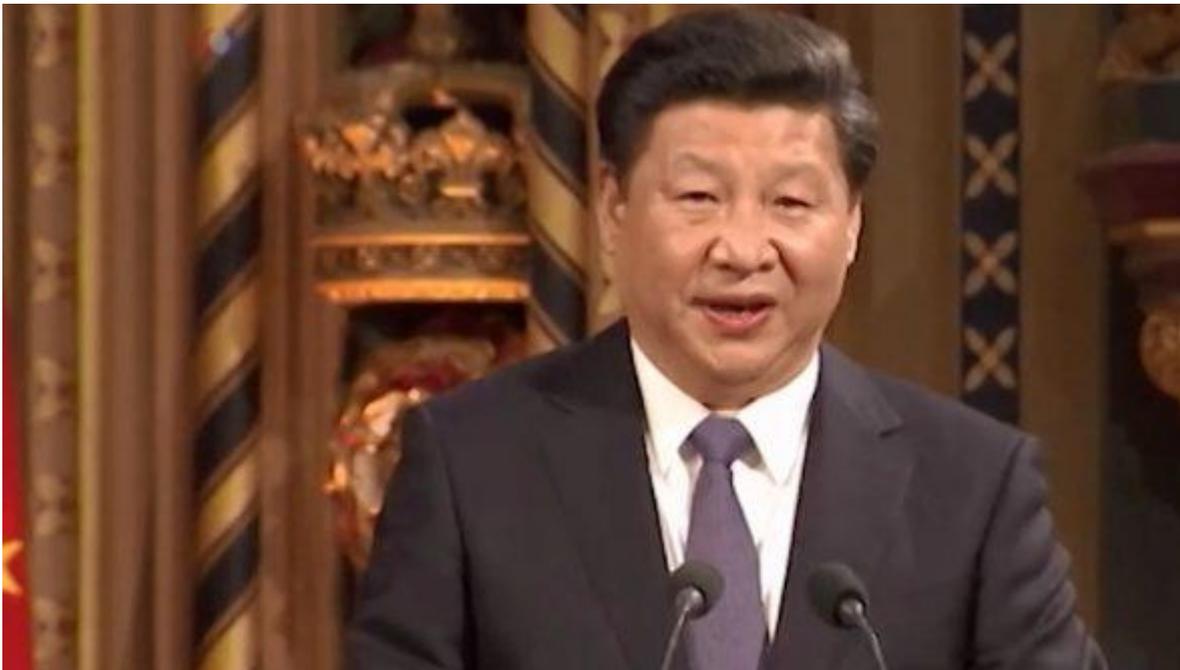
Depuis lors, de nombreux gouvernements de l'union européenne se sont également tournés vers la droite populiste. En Allemagne, les récentes élections ont basculé à la fois à [droite](#) et à [gauche](#) six ans seulement après qu'en juillet 2012 le directeur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a exprimé [son optimisme débordant](#) quant à la capacité des banques à protéger le système financier, l'euro, et à assurer la cohésion générale.

Comme la Fed aux États-Unis, la BCE a continué à fabriquer de la monnaie, ajoutant [3 mille milliards de dollars](#) supplémentaires à ses livres de comptes. Cette somme fut utilisée pour racheter des obligations de pays et d'entreprises déjà favorisés. Ce stimulant artificiel n'a fait qu'accroître les inégalités au sein des nations et entre les pays européens. Pendant ce temps, les négociations du Brexit restent un facteur de divisions ruineuses, qui [menacent](#) de déchirer la Grande-Bretagne.

Un tel scénario n'était pas seulement réservé à l'Atlantique Nord. Au Brésil, où la présidente de gauche Dilma Rouseff a été chassée du pouvoir en 2016, son successeur Michel Temer ne prêta pas attention au tassement de la croissance économique et à la montée vertigineuse du chômage. Cela eut pour conséquence l'élection du candidat nationaliste Jair Bolsonaro, version locale de Donald Trump, avec [55,2 %](#) des suffrages, sur fond de de mécontentement populaire. Dans le plus pur style trumpien, il s'avère hostile à l'idée du changement climatique et aux accords commerciaux multilatéraux.

Au Mexique, les électeurs insatisfaits ont également rejeté la politique traditionnelle, mais en prenant un virage à gauche pour [la première fois](#) depuis 70 ans. Le nouveau président Andrés Manuel López Obrador, plus connu sous les initiales AMLO, a promis de donner la priorité aux besoins du peuple mexicain. Cependant, il doit faire face aux États-Unis – et aux caprices de Donald Trump et de sa « grande muraille » – ce qui pourrait entraver ses projets.

Au moment de la prise de fonction d'AMLO le [1^{er} décembre](#), le sommet des dirigeants du G20 se déroulait en Argentine. C'est là, dans un show très « bling bling » de pouvoir et d'influence, que la guerre commerciale entre les États-Unis et la superpuissance montante du monde, la Chine, est apparue encore plus clairement au premier plan. Alors que le président Xi Jinping, qui a pleinement affirmé son pouvoir au milieu d'une vague de nationalisme chinois, pourrait devenir le dirigeant jouissant de [la plus longue carrière](#) politique de l'histoire de son pays, il est confronté à un paysage international qui aurait étonné et rendu perplexe Mao Zedong lui-même.



Xi Jinping (Wikipedia)

Bien que Trump ait déclaré que sa rencontre avec Xi fut un succès à cause de leur accord sur [une trêve de 90 jours](#) concernant la révision des droits de douane, la [nomination](#) rapide d'un anti-chinois notoire pour diriger les négociations (Robert Lighthizer), suivie d'un tweet dans lequel il se qualifiait de super-héros (« [Tariff Man](#) ») des droits de douanes, ainsi que la demande faite au Canada d'arrêter et d'extrader la dirigeante d'une importante entreprise de technologie chinoise, ont provoqué l'effondrement du Dow Jones, [la 4^{ème} chute la plus importante](#) de son histoire, puis à [des mouvements désordonnés](#), tandis que la peur panique d'un désastre à venir grandissait. Encore plus d'incertitude et de méfiance ont donc été les résultats réels de cette réunion du G20.

En fait, nous sommes maintenant dans un monde dont les principaux dirigeants, en particulier le président des États-Unis, restent délibérément inconscients des problèmes à long terme, faisant passer la déréglementation, les fausses solutions nationalistes et les profits pour ceux qui sont déjà immensément riches avant l'avenir de la majorité des citoyens. Pensons [aux manifestations des gilets jaunes](#) qui ont éclaté en France, où des manifestants de gauche et de droite appellent à la démission du président néolibéral Emmanuel Macron. Bon nombre d'entre eux proviennent de villes de province financièrement démunies, et sont en colère parce que leur pouvoir d'achat a chuté à un point tel qu'ils n'arrivent [plus à joindre les deux bouts](#).

En fin de compte, ce qui transcende la géographie et la géopolitique, c'est le mécontentement économique sous-jacent provoqué par le système économique du XXI^e siècle et l'abîme d'inégalités, de la taille du Grand Canyon, qui en résulte au niveau mondial et [ne cesse de se creuser](#). Que les protestations soient de gauche ou de droite, le cœur du problème demeure l'échec des politiques et des mesures palliatives mises en place dans le monde entier- en tous cas pour ceux qui ne font pas partie des 1% les plus riches. De [Washington](#) à [Paris](#),

de [Londres](#) à [Pékin](#), les gens comprennent de mieux en mieux que leur situation économique ne s'améliore pas et qu'il est peu probable qu'elle s'améliore dans un avenir envisageable, compte tenu de ceux qui sont au pouvoir actuellement.

Des mesures dangereuses

La crise financière de 2008 a d'abord favorisé une politique de renflouement des banques avec de l'argent bon marché qui sans bénéficier à l'économie réelle a enrichi les marchés et un petit nombre. En conséquence, un grand nombre de personnes ont de plus en plus l'impression d'être laissées pour compte et se retournent contre leurs dirigeants et parfois même les uns contre les autres.

Cette situation a ensuite été exploitée par un ensemble de politiciens qui s'autoproclament issus du peuple, dont un milliardaire star de la télévision, qui ont joué sur la peur croissante et de plus en plus répandue des dangers à venir. Leurs promesses de prospérité économique étaient enrobées de platitudes populistes, normalement (mais pas toujours) de droite. Égaré par ce revirement, les partis politiques traditionnels et les superstructures qui les accompagnaient ont été balayés par la vague de populisme. Ce populisme qui allait véritablement faire passer les besoins de la majorité de la population avant ceux de l'élite, construire du solide, dont des infrastructures, favoriser la redistribution des richesses et placer la stabilisation de l'économie au-dessus des marchés financiers.

En attendant, ce que nous avons ici, bien évidemment, c'est une politique pour un monde de plus en plus instable et malsain.

Nomi Prins est [une habituée de TomDispatch](#). Son dernier livre est [Collusion : How Central Bankers Rigged the World](#) [*Collusion: comment les banques centrales ont manipulé le monde*, NdT] (Nation Books). Parmi ses six autres ouvrages, le plus récent est [All the Presidents' Bankers : The Hidden Alliances that Govern American Power](#) [*Les Banquiers du président : Les alliances cachées qui gouvernent le pouvoir américain*, NdT]. Elle est une ancienne cadre de Wall Street. Nous remercions tout particulièrement le chercheur Craig Wilson pour son travail remarquable dans cet article.

Source : [Consortium News, Nomi Prins](#), 31-12-2018

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr. Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.

Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [\[Lire plus\]](#)

Merci1



1 réactions et commentaires



o

Ou pas // 09.03.2019 à 07h13

Petit exercice de pensée. On laisse filer le véhicule néolibéral en roue libre, total confiance, que se passe-t-il ? Les inégalités se creusent, jusqu'où ? Avec quels comportements et quel type de gouvernement ?

Au final le malheur des uns (affamés, réduits en esclavage) peut-il vraiment faire le bonheur des autres ? Quel plaisir dans la perte de sensibilité, le manque d'empathie, l'inquiétude d'en vouloir toujours davantage et la peur de tout perdre ?

[RÉPONDRE](#) [ALERTER](#)

Ecrire un commentaire

Votre adresse de messagerie ne sera pas publiée. Les champs obligatoires sont indiqués avec *

Notify me of follow-up comments by email.

[Charte de modérations des commentaires](#)

Plus dans la catégorie : [Crise Sociale](#)

["Les oubliés de la République". Par Jean-Michel Naulot](#)

[Patrick Boucheron : un historien sans gilet jaune. Par Gérard Noiriel](#)

[La bourgeoisie est-elle toujours en marche ? Par France culture](#)

[\[RussEurope-en-Exil\] Emmanuel Macron, Président du « parti de l'ordre », par Jacques Sapir](#)

[Les gilets jaunes vus depuis le pays d'en bas, par Jean-Claude Michéa](#)

[\[RussEurope-en-Exil\] Premiers enseignements du mouvement des Gilets Jaunes, par Jacques Sapir](#)

[Logements pas assez chauffés : la grogne des locataires](#)

[Le mouvement des Gilets jaunes est-il une ubérisation de la contestation ? Par Fabrice Epelboin](#)

[\[RussEurope-en-Exil\] La parole présidentielle a-t-elle encore un effet sur la réalité ? par Jacques Sapir](#)



A suivre

2

1

[L'EUROPE](#)

9.Mar

[Nouvel ouvrage de Jacques Myard "Construire l'Europe des réalités"](#)

[Jacques Myard, Union européenne](#)

43

75

[MAT. PREMIÈRES](#)

8.Mar

[La prospective de McKinsey tient-elle compte de la réalité physique ? Par Alexandre Joly](#)

[Pétrole, Prospective énergétique](#)

34

120

[MÉDIAS](#)

8.Mar

[Revue de la Défense Nationale \(RDN\) : Enquête sur une disparition inquiétante... Par Roseline Letteron](#)
[Défense Nationale, France](#)

Suivez Les Crises sur



Suivez l'actu et ne ratez plus une publication

A la une

[REVUE DE PRESSE](#) [Revue de presse du 09/03/2019](#)

[L'EUROPE](#) [Nouvel ouvrage de Jacques Myard "Construire l'Europe des réalités"](#)

[MAT. PREMIÈRES](#) [La prospective de McKinsey tient-elle compte de la réalité physique ? Par Alexandre Joly](#)

Les dossiers

[11 septembre 2001](#)

[Affaire Skripal](#)

A lire aussi

[POLITIQUE La sombre voie du néolibéralisme vers le fascisme, par Chris Hedges](#)

[DIVERS Le cri d'alarme des experts en intelligence artificielle contre la reconnaissance faciale, "historiquement dangereuse". Par Sam Biddle](#)

[DIVERS Noam Chomsky fête ses 90 ans, par Daniel Falcone](#)

[DiaCrisis](#) - Les-Crises.fr 2011-2019